Les fonctionnaires dans l'action pour leurs salaires le 31 mai

Fonctionnaires nantis, fonctionnaires privilégiés… c'est le leitmotiv du gouvernement et du grand Patronat depuis des années. La situation réelle des agents des Fonctions publiques est bien différente, et les très bas salaires sont légion parmi eux. Le gel des salaires des fonctionnaires pour 2011 et 2012 est une grande injustice, qui s'ajoute aux milliers de suppressions d'emplois déjà effectuées, en cours et prévues.

Faire payer la crise aux salariés, aux fonctionnaires ?

La diminution drastique des moyens des Fonctions publiques (d'Etat, territoriale, hospitalière) est légitimée par le gouvernement au nom de la réduction des déficits publics.

De la même manière, dans le privé, la pression sur les salariés est justifiée par la « nécessaire compétitivité des entreprises ».

Les 24 millions de salariés de France ne sont en rien responsables de la crise financière, économique et sociale mondiale. Bien au contraire le partage inéquitable des richesses créées par le travail au profit des actionnaires et au détriment des salariés est une des principales causes de la crise.

Les solutions préconisées par les dirigeants économiques et politiques de la majorité des pays du monde vont dans le sens d'une réduction des rémunérations des salariés. Ce n'est pas une solution. Au contraire, cela va continuer à étrangler le pouvoir d'achat des ménages, à l'heure où la ministre de l'Economie Christine Lagarde prétend entrevoir, elle, la reprise (!?).

Les Services Publics, la Fonction Publique mis à mal.

Dans tous les services publics, c'est la même politique de suppressions massives d'emplois qui génèrent des souffrances pour les personnels qui ont de plus en plus de difficultés à assurer un service de qualité aux usagers, ce qui va à l'inverse de leur conception de l'intérêt général.

La Révision Générale des Politiques Publiques, véritable arme de guerre contre le Service Public à la Française, commence à faire des ravages dans tous les secteurs : aux Impôts, à l'Education Nationale, à l'Equipement, dans les Hôpitaux, dans les différentes administrations de l'Etat, dans les collectivités locales… Partout les fonctionnaires font état de graves difficultés, de souffrance au travail, de dégradation du service rendu faute de moyens.

Réduire encore le pouvoir d'achat des fonctionnaires serait une grave injustice.

Tous les syndicats reconnaissent que depuis l'année 2000, les fonctionnaires ont perdu plus de 10 % de leur pouvoir d'achat.

Le gel des salaires pour 2011 et 2012 va rajouter sans aucun doute au moins 4 à 5 % de baisse, à l'heure où les dépenses incompressibles des ménages (énergies, communication, transport, loyers…) et les produits de première nécessité augmentent souvent fortement.

Les fonctionnaires ont généralement des salaires faibles. Plusieurs grilles de rémunération démarrent en-dessous du SMIC, et il faut des artifices pour qu'en bas de la feuille de traitement il n'y ait pas moins de 1072 €.

Les années d'étude et les qualifications sont de moins en moins reconnues. Sait-on qu'un Professeur des Ecoles (bac +5) démarre sa carrière à 1300 € /mois ?

Le gouvernement il y a quelques années légitimait les suppressions d'emplois en promettant aux fonctionnaires de gagner plus. Encore une promesse sarkozienne non-tenue ! **Aujourd'hui et plus encore demain, c'est travailler plus et gagner moins.**

La prime dite « partage de la valeur ajoutée » qui est en préparation et qui risque de ne concerner qu'une toute petite partie des salariés du privé est bien sûr à visée électoraliste. Les fonctionnaires en sont par principe exclus. Cela voudrait-il dire qu'ils ne participent en rien à l'évolution économique nationale ? Que seraient notre Pays et nos territoires sans la présence constante des Services Publics dans tous les domaines ?

En France, ça ne va pas mal pour tout le monde.

Les banques, principales responsables de la crise financière, ont été massivement aidées par l'Etat, et maintenant elles sont au top des profits, comme la plupart des grands groupes financiers. Le total des salaires annuels des patrons du CAC 40 atteint cette année plus de 98 millions d'euros, soit une moyenne de 2,46 millions d'euros par dirigeant, soit 150 fois le SMIC !

Les dépenses de l'Etat ne sont pas réduites pour tout le monde, comme le futur avion personnel présidentiel capable de rivaliser avec celui du Président des USA…

Agir pour les salaires, agir pour l'emploi.

Pour mieux vivre, pour rendre encore mieux service aux citoyens-usagers, les fonctionnaires ont besoin d'être plus nombreux, mieux payés. Ils revendiquent notamment :

⇨ Une augmentation de la valeur du point indiciaire à la hauteur de l'inflation.

⇨ Le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000 (environ 10 %).

⇨ Une revalorisation des grilles indiciaires permettant une véritable reconnaissance des qualifications.

⇨ Des pensions et des retraites indexées sur tous les éléments de rémunération.

Les Fonctionnaires doivent se faire entendre le 31 mai pour exiger la satisfaction de leurs légitimes revendications. La totalité des Fédérations des différentes organisations syndicales appellent à agir notamment par des arrêts de travail, qui seront décidés au plus près des lieux de travail selon chaque profession avec une volonté unitaire gage d'efficacité.

Des rassemblements auront lieu dans l'Allier le mardi 31 mai à 17 h 30

⇨ **A Moulins : Devant la Préfecture**

⇨ **A Montluçon : Place Piquand**

⇨ **A Vichy : Place de la Poste**

Tous ensemble, Fonctionnaires, agissons pour l'augmentation de nos salaires, pour plus de moyens aux Services Publics.